

DÉCLARATION PRÉALABLE AU CSA 44 DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2026

Petite chronique 2026 d'une école nantaise

Ou de la robustesse d'une équipe face à un enchaînement de crises (climatiques, violences...)

Rentrée 2025

En cette année scolaire 2025-2026, dans une école d'un quartier « Politique de la ville » de Nantes, l'équipe démarre l'année soudée et motivée autour d'un même projet : faire progresser l'ensemble des élèves malgré les difficultés. C'est une école dont l'[Indice de Position Social \(IPS\)](#) est très bas. Cependant, le collège de secteur n'étant pas en Éducation Prioritaire, elle n'avait normalement pas le droit d'être classée Rep. Il y a quelques années, l'équipe accompagnée par le Sgen-CFDT, s'est battue pour obtenir ce statut.

De nombreux et nombreuses élèves en situation de handicap fréquentent cette école. Ainsi, elle bénéficie d'une équipe conséquente d'[AESH](#). Environ 12 emplois temps plein pour 12 classes. Cela permet d'être souvent deux adultes dans la classe. Le revers de la médaille, c'est que le directeur se casse la tête à construire et reconstruire régulièrement leurs emplois du temps. Il y a des ateliers entre les classes qui permettent également des « soupapes de décompression » lorsque certain-es élèves en ont besoin. En effet, outre les élèves en situation de handicap, l'équipe pédagogique doit aussi s'occuper de [nombreux élèves perturbateurs et perturbatrices](#).

Les enseignants et enseignantes accueillent les élèves dans les classes le matin et l'après-midi, 10 minutes avant l'heure du début des cours. Cela a été décidé entre les collègues pour apaiser le climat scolaire. Bien sûr, ces 20 minutes par jour de temps supplémentaire face aux élèves ne sont pas payées en plus... Elles relèvent juste de la bonne volonté de chacun-e. Il y a un gros travail de l'équipe pour mettre en commun des pratiques et présenter une continuité des apprentissages aux élèves.

Il y a aussi une fanfare qui regroupe des élèves du CE1 au CM2. Un projet de longue date devenu projet Nefle à la rentrée 2023 pour 3 ans. Bref, une école avec des collègues AESH et professeur-es motivé-es.

L'hiver arrive

5 janvier 2026 : Reprise des cours. La neige tombe à gros flocons le soir.

6 janvier 2026 : Les collégiens et les collégiennes peuvent rentrer chez eux faute de profs. [Dans les écoles, quasiment tous les professeur-es parviennent à arriver plus ou moins à l'heure](#). Les Inspecteurs et Inspectrices de l'Éducation Nationale, demandent aux directions de faire remonter les noms des collègues absent-es ou en retard. Les professeur-es des écoles craignent des retraits sur salaire.

7 janvier 2026 : Les collégiens et les collégiennes peuvent rester chez eux. Les écoliers et les écolières n'ont pas d'info.

8 janvier 2026 : La neige a fondu, mais une tempête s'annonce. Les arbres abimés par la neige risquent de perdre leurs branches. À midi, le préfet envoie un message pour proposer aux parents de venir chercher leurs enfants. Les collégiens et les collégiennes rentrent à la maison. Les IEN reprochent aux directions d'avoir dit aux parents de venir chercher leurs enfants.

9 janvier 2026 : Les collègues de cette école nantaise blaguent en se demandant ce qui pourrait bien encore leur tomber sur la tête... Avant la récréation du matin, le directeur passe dans les classes : PPMS (Plan Particulier de Mise en Sécurité). Un dispositif policier cherche des hommes armés tout autour de l'école. Le gardien est en panique. Le directeur discute avec les policiers qui ne voient pas bien l'intérêt de confiner les élèves. Les lycéens et les lycéennes à côté se confinent. La police trouve un impact de balle, mais rien d'autre. L'équipe explique à son inspecteur qu'elle aimerait bien être prévenue quand des opérations policières ont lieu dans le quartier.

28 février 2026 : Un jeune de 22 ans est tué près de l'école. Ce jeune était un ancien élève de l'école. Le collège à un quart d'heure met en place une cellule psychologique. Dans cette école, rien. Les collègues cachent difficilement leur chagrin et leur sentiment d'échec. J'en parle à la F3SCT, Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail.

Un printemps 2026 caniculaire

30 mars 2026 : L'école apprend lors de la [carte scolaire](#) qu'elle doit accueillir les enfants roms d'un des plus gros camps de France. C'est le dispositif « Résorption Bidonville ». L'équipe ne comprend pas pourquoi c'est leur école, déjà très en difficulté, qui a été choisie. Alors qu'elle attendait une réelle ouverture, comme je l'avais expliqué en CSA, celle-ci est conditionnée à l'accueil de ces élèves allophones, non scolarisé-es auparavant.

Mai 2026 : Plusieurs élèves qui vivent des situations compliquées à la maison deviennent très difficiles dans les classes. L'un d'eux menace de « planter » une professeure de l'école avec sa paire de ciseaux. Cette collègue m'avouera plus tard qu'elle a apprécié le soutien de la CFDT et de l'équipe pédagogique. En effet, elle s'est sentie plus délaissée par ses supérieurs et leurs réponses inadaptées.

24 mai 2026 : Une balle traverse un appartement du quartier.

25 mai 2026 : [La semaine caniculaire démarre](#). Pas de prise de décision de notre hiérarchie sur la possibilité des familles de garder leurs enfants chez eux. L'équipe prend la décision de le proposer en fin de semaine.

29 mai 2026 : L'IEN vient faire le service après-vente du dispositif « Résorption Bidonville ». Il promet que c'est « tout bénéf » pour l'école. Que même si aucun enfant rom ne s'inscrit, l'école a gagné une classe et fera sa rentrée à 13 classes. L'ensemble de l'équipe est convaincu du bienfondé du dispositif, mais ne comprend pas pourquoi on ajoute de la difficulté à la difficulté. Les collègues sont sur les nerfs. La fin d'année est très compliquée. Le directeur en a plein le dos. Il est d'ailleurs arrêté pour lumbago.

3 juin 2026 : Une collègue écrit sur le groupe signal sur lequel l'équipe échange en cas de PPMS « Voiture de police stationnée devant le portail gyro allumés. Doit-on encore s'inquiéter ? »

4 juin 2026 : Tirs dans le quartier. Aucune info de la police. Aucune alerte. La directrice du périscolaire prévient les collègues qu'elle garde les élèves dans l'école le midi. Celles et ceux qui sont rentré-es manger chez elles et eux assistent de leurs fenêtres au meurtre d'un jeune homme. Le lycée proche et le collège à ¼ d'heure sont confinés depuis le matin. Le directeur, pourtant en arrêt, essaie de joindre l'IEN puis le Directeur Académique directement pour alerter. L'équipe n'a aucune info de personne. Une collègue va à la médiathèque avec ses élèves l'après-midi en contournant le lieu du crime.

5 juin 2026 : Réunion de crise à 8 h. Une cellule psychologique est mise en place cette fois-ci. C'est en fait la psychologue de l'école voisine, non formée pour cela, qui vient dans l'école. L'équipe et les enfants devaient fêter le changement de nom de l'école le soir même. Les collègues décident de reporter. La maire de Nantes et le préfet viennent quand même les assurer de leur soutien.

Un été sur les rotules

Pour terminer l'année en beauté, l'école dont je parle subit comme tous les élèves et les collègues de l'académie la longue canicule de juin. Là encore, les consignes claires tardent à arriver. L'équipe improvise. La fête du changement de nom, déjà reportée sera de nouveau repoussée, rentrée 2026.

L'été passe. Les services chargés de payer les parts de pacte du projet Nefle n'en payent que 3 sur les 5 promis. L'engagement des 5 parts de pacte pendant 3 ans n'est pas respecté.

Le directeur demande plusieurs fois des réunions pour élaborer des protocoles de crise, connaître la chaîne d'alerte en cas de violences dans le quartier ou de situations climatiques extrêmes. Pas de réponse.

31 août 2026 : Les vacances se terminent. L'équipe est prête. Elle a passé l'été à adapter le mobilier aux élèves, à poser les affiches nécessaires, à finaliser les projets... Le directeur vient de passer son week-end à élaborer les emplois du temps des AESH. L'équipe de la maternelle est inquiète depuis une semaine. La mairie refuse de nommer un-e Atsem sur l'ouverture car celle-ci serait annulée. Je leur répond que non, ces deux écoles maternelle et élémentaire ne figurent pas dans les documents de travail du CSA du 1^{er} septembre. Oui, mais la professeur-e nommée sur l'ouverture de la maternelle vient d'être envoyée ailleurs.

Soudainement très inquiet, le directeur décide d'appeler l'IEN fraîchement nommée sur la circonscription. Et là, c'est la douche froide. Faute d'inscriptions d'enfants roms, le dispositif « Résorption bidonville » est redéployé ailleurs. La collègue nommée à titre définitif sur l'école et qui a passé l'été à installer et préparer sa classe doit tout enlever et partir. L'équipe, oscillant entre colère et désespoir doit revoir toute sa répartition en urgence. Il est 12h30. Dans 20 h, les élèves arrivent.

Pourquoi ces deux écoles ne figurent-elles pas dans les documents de travail de ce CSA ? Pourquoi n'ont-elles pas été prévenues plus tôt ? Que devient le poste de la collègue nommée sur l'école sans fléchage particulier au mouvement ?

Alors, cette chronique semble ne concerner qu'une école mais je pense que vous avez compris que ce n'est pas le cas. Cette équipe mise à mal n'est qu'un exemple parmi d'autres. J'aurais pu aussi bien vous raconter le profond mal-être de cette autre équipe dont la directrice harcelante depuis des années annonce elle-même son retour, après plusieurs mois d'enquête.

Nous aurions préféré parler de tous ces sujets bien avant avec vous, monsieur le Directeur académique afin d'anticiper et prévenir. Seulement, nous attendons toujours l'audience demandée depuis février 2026 comme la tenue des GDDE promise lors du CSA de mars.

Pour conclure, la CFDT a fait sa rentrée syndicale mardi 25 août sur le thème des services publics. M Lecornu et d'autres membres du gouvernement comme le ministre du travail ou celui des comptes publics ont fait de grandes déclarations sur leur attachement profond aux services publics et sur l'importance du dialogue social. Nous avons plutôt l'impression qu'il s'agit de belles paroles non suivies d'actes. Les collègues ressentent une perte du sens de leur travail. Il est grand temps de penser sérieusement au bien-être au travail tant évoqué dans les discours de rentrée.